

PRÉFET DE LA LOZERE

DIRECTION REGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT,
Région LANGUEDOC-ROUSSILLON
Unité territoriale Gard/Lozère
Subdivision de Lozère

ARRETE PREFECTORAL n° 2015267-0021 du 24 septembre 2015
mettant en demeure la SARL GERMAIN de constituer des garanties financières pour
l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « La Croux »
sur la commune de Hures la Parade

Le Préfet de la Lozère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article R. 516-1 qui indique que les carrières sont des installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-0140 du 14 février 1997 autorisant la SARL GERMAIN à exploiter, pour une durée de 30 ans, une carrière de roche massive située au lieu-dit « La Croux » sur le territoire de la commune de Hures-La-Parade ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-0409 du 18 mars 1999 prescrivant des obligations complémentaires à la SARL GERMAIN pour l'exploitation d'une carrière de roche massive située au lieu-dit « La Croux » sur le territoire de la commune de Hures-La-Parade ;

VU la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 21 juillet 2014 demandant à M. le gérant de la SARL GERMAIN de procéder sous huit jours au renouvellement des garanties financières de la carrière de « La Croux » située sur le territoire de la commune de Hures-La-Parade ;

Vu la réponse par messagerie électronique de M. le Gérant de la SARL GERMAIN du 1^{er} août 2014 indiquant que dans l'attente des formalités de restructuration de ses sociétés prévues fin septembre 2014, il allait dans un premier temps faire établir auprès de son organisme bancaire un acte de cautionnement pour une durée de 3 mois et qu'à l'issue des formalités de restructuration, il ferait établir par son organisme

bancaire un acte de cautionnement couvrant la période 2014-2019 ;

VU l'acte de cautionnement solidaire établi par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc-Roussillon le 7 août 2014 d'un montant de dix-huit mille sept cent sept euros, expirant le 6 novembre 2014 ;

CONSIDERANT que le dernier acte de cautionnement fourni à l'inspecteur de l'environnement par la SARL GERMAIN est arrivé à expiration le 6 novembre 2014 ;

CONSIDERANT que la SARL GERMAIN n'a pas transmis à ce jour le nouvel acte de cautionnement pour la période quinquennale de 2014 à 2019 dont le montant définit à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 99-0409 du 18 mars 1999 susvisé devra être actualisé ;

CONSIDERANT que l'actualisation des garanties financières est à l'initiative de l'exploitant ;

CONSIDERANT donc que la SARL GERMAIN ne respecte pas les modalités de renouvellement des garanties financières fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 99-0409 du 18 mars 1999 susvisé ;

CONSIDERANT que l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 99-0409 du 18 mars 1999 susvisé, rappelle qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, constatée par l'inspecteur de l'environnement, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

CONSIDERANT que lorsque les garanties financières ne sont pas renouvelées, il convient de mettre en demeure l'exploitant de renouveler les garanties financières ;

VU le rapport établi par l'inspecteur de l'environnement en date du 7 septembre 2015 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SARL GERMAIN le 7 septembre 2015 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Lozère ;

ARRÊTE

Article 1 : objet de l'arrêté

La SARL GERMAIN, dont le siège social est situé Mont du Moulin, 30750 Lanuéjols, est mise en demeure de produire un document attestant de la constitution de garanties financières concernant la carrière de roches massives qu'elle exploite au lieu-dit « La Croux » sur le territoire de la commune de Hures-La-Parade, avant le 31 octobre 2015.

Le document attestant de la constitution desdites garanties devra répondre aux exigences fixées dans l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Ces garanties financières couvriront la prochaine période quinquennale et pourront être levées préalablement à la suite de la constatation par l'inspecteur de l'environnement de la remise en état de la carrière telle que prévue dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-0409 du 18 mars 1999 susvisé.

Article 2 : sanctions administratives et pénales

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1, la SARL GERMAIN n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues notamment à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L.173-1 du Code de l'Environnement qui seront proposées à M. le Procureur de la République.

Article 3 : suspension de l'activité

Sans la production de l'attestation de ces garanties financières à l'échéance fixée au 31 octobre 2015,

l'autorisation d'exploiter sera, conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 99-0409 du 18 mars 1999 susvisé, suspendue.

Article 4 : publication et information des tiers

Une copie certifiée conforme du présent arrêté notifiée à La SARL GERAMIN, est adressée à M. le maire de Hures-La-Parade.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site Internet des services de l'État pendant au moins 6 mois (www.lozere.gouv.fr).

Article 5 : voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (TA de NIMES) conformément aux dispositions des articles L.514-6 et R.514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6 : exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon, le Maire de la commune de Hures-La-Parade et le Colonel Commandant le Groupement de la Gendarmerie de Lozère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Lozère et est notifié au propriétaire ou exploitant de l'installation.

Fait à Mende le 24 septembre 2015.

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale



Marie-Paule DEMIGUEL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZERE

Mende, le 24 septembre 2015

SECRETARIAT GENERAL

Bureau de la Coordination des
Politiques et des Enquêtes Publiques

SG/BCPEP/N° 0375

Affaire suivie par

Mme Danièle CORTINAT

☎ 04.66.49.67.76

daniele.cortinat@lozere.gouv.fr

Monsieur,

Malgré plusieurs relances effectuées par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, relatives à la constitution des garanties financières pour votre carrière dite « La Croux », située sur le territoire de la commune de Hures la Parade, je suis conduit à vous notifier l'arrêté préfectoral :

- n° 2015267-002 du 24 septembre 2015 vous mettant en demeure de constituer les garanties financières pour l'exploitation de la carrière précitée, imposée par la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Je vous demande de respecter les prescriptions du présent arrêté, et donc de produire l'acte attestant de la constitution de garanties financières, avant le 31 octobre 2015.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Marie-Paule DEMIGUEL

Monsieur René GERMAIN
Gérant de la SARL GERMAIN
Mont du Moulin
30750 LANUEJOLS

P.J. : - 1. RAR

Copie à : UT DREAL

M. le maire de Hures-la-Parade

M. le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Lozère.



ACCUEIL DU PUBLIC : rue du faubourg Montbel, Mende

Horaires d'ouverture du bâtiment : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Préfecture de la Lozère - BP 130 - 43005 MENDE CEDEX

Site internet : www.lozere.gouv.fr

☎ 04-66-49-60-00 Télécopie : 04-66-49-17-23

